



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

15 JANVIER 2004

WASHINGTON SOUHAITE RELANCER LES NÉGOCIATIONS SUR LE COMMERCE MONDIAL

Communiqué de presse relatif à la lettre du représentant des E.-U. pour le commerce extérieur... 1

LES ÉTATS-UNIS REFUSERONT L'ENTRÉE SUR LEUR TERRITOIRE AUX PERSONNES ASSOCIÉES À LA CORRUPTION

Cette interdiction prend effet le 12 janvier 2004..... 4

UN APERÇU DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2004

La première élection primaire aura lieu le 19 janvier en Iowa..... 4

LA PROPOSITION DE RÉFORME DE L'IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS

Document de la Maison-Blanche 6

LIBERIA : L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ENCOURAGE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La préparation d'une conférence internationale de pays donateurs 8

WASHINGTON SOUHAITE RELANCER LES NÉGOCIATIONS SUR LE COMMERCE MONDIAL

Communiqué de presse relatif à la lettre du représentant des E.-U. pour le commerce extérieur

Le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, a invité les autres Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à relancer les négociations commerciales multilatérales qui sont paralysées depuis l'échec de la conférence ministérielle de Cancun (Mexique) en septembre dernier.

Dans la lettre qu'il a adressée aux ministres du commerce de quelque 140 Etats membres de l'OMC, M. Zoellick déclare que "les Etats-Unis ne veulent pas que 2004 soit une année perdue pour les négociations" de l'OMC relatives au programme de Doha pour le développement et il préconise une approche de "bon sens" pour régler les questions en suspens, indique le communiqué de presse que ses services ont diffusé le 12 janvier.

Outre son appel en faveur de la suppression des subventions à l'exportation de produits agricoles, M. Zoellick préconise une forte réduction des aides agricoles nationales et réaffirme la position du gouvernement Bush selon laquelle tant les pays industriels que les pays en développement doivent ouvrir leur marché aux produits agricoles.

En ce qui concerne les produits manufacturés, M. Zoellick se prononce en faveur de la mise au point d'une formule de réduction des droits de douane qui convienne à tous les Etats membres de l'OMC, ainsi que pour des initiatives de suppression des droits de douane applicables à certains secteurs.

Quant aux questions dites de Singapour, il suggère de ne pas se préoccuper pour le moment des questions ayant trait aux investissements et à la concurrence.

Par ailleurs, M. Zoellick invite les Etats membres de l'OMC à élaborer des cadres de négociation d'ici au 30 juin 2004 et à convoquer une conférence ministérielle à Hong-Kong avant la fin de l'année.

On trouvera ci-après le texte de ce communiqué de presse.

Une approche de bon sens visant à faire progresser le programme de Doha pour le développement

Les Etats-Unis ne veulent pas que 2004 soit une année perdue pour les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui portent sur le programme de Doha pour le développement. Le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, a adressé une lettre aux ministres des quelque 140 Etats membres de l'OMC afin de suggérer une approche de "bon sens" visant à faire progresser les négociations cette année.

Dans sa lettre, M. Zoellick offre des observations et des suggestions et il propose qu'une conférence ministérielle de l'OMC ait lieu avant la fin de l'année à Hong-Kong. Il envisage de se rendre en février dans plusieurs capitales situées dans le monde entier en vue de s'entretenir avec des ministres, d'écouter leurs idées et d'oeuvrer en faveur de progrès.

La lettre suggère que les Etats membres de l'OMC se concentrent sur des questions fondamentales, en particulier l'accès aux marchés en ce qui concerne les produits agricoles, les produits manufacturés et les services.

Produits agricoles : la lettre suggère que les Etats membres de l'OMC conviennent de supprimer les subventions à l'exportation de produits agricoles à une date donnée. En outre, les Etats membres devraient réduire considérablement et d'harmoniser leurs aides nationales qui ont un effet de distorsion sur le commerce et chercheraient à augmenter fortement les possibilités véritables d'accès au marché tant dans les pays industriels que dans les grands pays en développement. La lettre indique que les Etats-Unis maintiennent leur proposition de 2002 pour ce qui est de fixer un objectif tendant à supprimer totalement les subventions qui ont un effet de distorsion sur le commerce et les obstacles à l'accès au marché. La lettre suggère aussi que les aides nationales, les subven-

tions à l'exportation et les droits de douane applicables au coton (y compris les textiles en coton) soient fortement réduits dans le cadre d'un accord général.

Produits manufacturés : la lettre suggère que les Etats membres cherchent à mettre au point une formule de réduction importante des droits de douane applicables aux produits manufacturés qui soit suffisamment souple pour qu'on puisse l'appliquer à tous les pays. Outre cette formule de réduction des droits de douane, les initiatives sectorielles de suppression totale de droits de douane devraient faire partie intégrante des négociations, et la lettre suggère que l'on ait recours à une approche de "masse critique" pour définir la participation aux initiatives sectorielles. La lettre note également qu'il semble y avoir un consensus sur la nécessité de s'attaquer aux obstacles non tarifaires dans le cadre des négociations de Doha.

Services : la lettre suggère que les ministres insistent pour que la majorité des Etats membres de l'OMC fassent des offres importantes en matière de services et que l'on prévoie une assistance technique pour aider les pays en développement à soumettre des offres.

En ce qui concerne les "questions de Singapour", la lettre suggère de poursuivre les négociations portant sur la facilitation des échanges commerciaux, d'examiner davantage l'intérêt porté aux négociations relatives à la transparence en matière de passation des marchés publics et de laisser tomber les questions de la concurrence et des investissements ou d'élaborer un plan d'étude à ce sujet.

La lettre suggère que les Etats membres de l'OMC nomment un nouveau président du Conseil général de l'OMC qui soit originaire d'un pays en développement, même si le président de cette année doit être normalement issu d'un pays industriel. En vue de faire progresser les pourparlers, de nouvelles réunions de hauts responsables de l'OMC et des capitales intéressées devraient tenter d'élaborer des cadres de négociation d'ici au milieu de l'année, et une conférence ministérielle plénière de l'OMC devrait avoir lieu avant la fin de l'année. Hong-Kong a déjà proposé d'accueillir la prochaine conférence ministérielle.

Les nouvelles formalités d'entrée aux E.-U. sont appliquées avec succès (Propos de hauts responsables du ministère de la sécurité intérieure Par Anthony Kujawa Rédacteur du "Washington File")

Washington - Des responsables du ministère de la sécurité intérieure des Etats-Unis se sont félicités de l'application des nouvelles formalités d'entrée aux Etats-Unis, qui prévoient la prise d'empreintes digitales et d'une photo électronique des ressortissants étrangers titulaires d'un visa à leur arrivée par avion ou par bateau sur le territoire des Etats-Unis.

Lors d'une réunion organisée par le "Migration Policy Institute" le 6 janvier, le lendemain de la mise en application du dispositif US-VISIT ("United States Visitor and Immigrant Status Indicator Technology") dans 115 aéroports et dans 14 ports maritimes, un haut responsable du ministère de la sécurité intérieure, M. James Williams, qui est à la tête du service chargé de ce dispositif, a déclaré que la première journée de mise en application avait été un excellent début.

Le dispositif US-VISIT, a-t-il dit, a pour objet de renforcer la sécurité des Etats-Unis tout en accélérant les formalités pour les voyages de tourisme et d'affaires effectués dans un but légitime. Ces deux objectifs ne sont pas mutuellement exclusifs ou contradictoires. "On peut les réaliser en même temps", a-t-il dit.

Les nouvelles formalités de sortie seront introduites progressivement dans des aéroports et dans des ports maritimes pendant l'année en cours. Selon le ministère de la sécurité intérieure, la loi exige que les nouvelles formalités d'entrée et de sortie soient introduites d'ici au 31 décembre 2004 dans les 50 postes-frontières les plus utilisés et d'ici au 31 décembre 2005 dans tous les points d'entrée du pays.

Une fois son installation achevée, le dispositif US-VISIT permettra de vérifier l'identité des voyageurs étrangers, d'enregistrer leur entrée sur le territoire des Etats-Unis et leur sortie et de confirmer que ces voyageurs sont bien en règle en ce qui concerne les visas et l'immigration.

Un autre responsable du ministère de la sécurité intérieure, M. Robert Mocny, a indiqué que ces formalités s'appliquaient à tous les ressortissants de pays étrangers qui avaient besoin d'un visa pour venir aux Etats-Unis. Tous les titulaires d'un visa de non-immigrant âgé de 14 à 79 ans, à l'exception de certaines catégories de diplomate, doivent les accomplir.

Ces formalités seront appliquées d'une manière qui respecte la vie privée des ressortissants étrangers. Les renseignements recueillis, qui feront partie du dossier de chaque voyageur, seront conservés en lieu sûr conformément à la loi sur la vie privée et ne pourront être

consultés que par des responsables habilités à cet effet et par un petit nombre d'organismes chargés d'assurer la sécurité des ressortissants américains et des ressortissants étrangers.

Un responsable de l'association américaine des voyageurs ("Travel Industry Association of America" ou TIA), M. Richard Webster, a déclaré que son association était en faveur du dispositif US-VISIT, mais il a aussi exprimé son inquiétude quant à la possibilité de retard ou de désagréments. La formation des agents du service des douanes et de protection des frontières est insuffisante et le public est peu informé de ce dispositif, a-t-il dit. En outre, la situation des personnes qui resteront dans le pays malgré l'expiration de leur visa n'est pas très claire.

Les deux responsables du ministère de la sécurité intérieure ont fait remarquer que les nouvelles formalités exigeaient peu de temps, quelque 15 secondes par voyageur. A propos de l'information du public, M. Williams a déclaré que son ministère avait donné de nombreuses conférences de presse ainsi que des vidéoconférences numériques à l'intention de la presse étrangère à ce sujet, mais qu'il était toujours bon de faire plus dans ce domaine.

En réponse à des questions sur le dispositif NSEERS ("National Security Entry-Exit System") qui a pris effet le 11 septembre 2002 et dont l'objectif est notamment d'empêcher l'entrée sur le territoire des Etats-Unis de terroristes et de criminels notoires ainsi que de découvrir les terroristes qui sont déjà dans le pays, les deux responsables du ministère de la sécurité ont indiqué que les formalités d'entrée et de sortie du dispositif US-VISIT devaient remplacer par la suite les formalités plus lourdes du NSEERS.

A ses débuts, le dispositif NSEERS se composait de trois éléments (une inscription au point d'entrée, une inscription spéciale et des contrôles au point de sortie), mais le ministère de la sécurité intérieure a décidé de supprimer temporairement, à compter du 2 décembre 2003, l'obligation d'une inscription spéciale.

L'inscription aux points d'entrée et de sortie est encore nécessaire pour certaines personnes, et il appartient aux agents de l'immigration de décider si une personne originaire d'un pays quelconque doit faire l'objet d'un nouvel examen plus détaillé.

Lors de l'entretien qu'il a accordé au "Washington File", M. Shonnie Lyon, qui est chargé de la gestion de

l'application du dispositif US-VISIT, a indiqué que les ressortissants étrangers qui pouvaient avoir à s'inscrire dans le cadre du dispositif NSEERS en seraient informés directement par un agent de l'immigration à la station d'inspection primaire de l'aéroport. A l'heure actuelle, un voyageur doit accomplir soit les formalités de l'US-VISIT soit celles du NSEERS, mais pas les deux à la fois.

Les formalités d'inscription du NSEERS sont plus longues et prennent environ 20 minutes. Le NSEERS a fait l'objet de nombreuses critiques parce que les personnes qui doivent s'inscrire sont sélectionnées en fonction de critères fondés sur la nationalité. Il devrait être supprimé dès que les nouvelles formalités seront introduites dans tous les points d'entrée et de sortie.

Au sujet du profilage de ressortissants de certains pays ou de membres de certains groupes ethniques aux points d'entrée, un autre responsable du ministère de la sécurité intérieure, M. Asa Hutchinson, a indiqué, à l'occasion d'une autre conférence de presse, que le dispositif US-VISIT s'appliquait à tous les titulaires d'un visa qui venaient aux Etats-Unis, quelle que soit leur nationalité.

Ce dispositif, a-t-il dit, est destiné à éviter que l'on doive classer les ressortissants étrangers dans diverses catégories. En permettant de vérifier l'identité d'une personne à l'aide d'identificateurs biométriques, il facilite l'entrée et la sortie des voyageurs qui viennent aux Etats-Unis et réduit le nombre de personnes qui doivent se soumettre à un examen secondaire. Si, par exemple, le nom d'un voyageur est le même que celui d'un terroriste figurant sur une liste de surveillance, le dispositif permettra de confirmer l'identité de la personne en question sans qu'un examen secondaire soit nécessaire.

“C'est là un début, a-t-il dit. Il nous reste encore beaucoup à faire pour créer un système efficace de gestion des frontières qui nous permette de poursuivre la réalisation des objectifs consistant à renforcer la sécurité de notre pays et à accélérer les formalités pour les voyages de tourisme et d'affaires effectués dans un but légitime.”

LES ETATS-UNIS REFUSERONT L'ENTRÉE SUR LEUR TERRITOIRE AUX PERSONNES ASSOCIÉES À LA CORRUPTION

Cette interdiction prend effet le 12 janvier 2004.

En vertu d'une proclamation présidentielle publiée par la Maison-Blanche le 12 janvier, les personnes qui auraient été liées à une affaire de corruption et souhaiteraient visiter les Etats-Unis ou y immigrer se verront refuser l'entrée sur le territoire américain.

Le document fait référence en particulier à la “corruption associée à la tenue de fonctions publiques qui aurait eu de graves effets adverses sur les activités internationales d'entreprises américaines, sur les objectifs de l'aide étrangère des Etats-Unis, sur la protection des Etats-Unis contre la criminalité et le terrorisme transnationaux, ou sur la stabilité d'institutions ou de nations démocratiques”.

L'interdiction vise notamment les hauts fonctionnaires, les anciens fonctionnaires et les personnes qui auraient essayé de soudoyer des fonctionnaires.

La proclamation s'insère dans le cadre d'objectifs précédemment énoncés par le gouvernement afin de mettre l'accent sur la bonne gestion des affaires publiques et sur la prévention de la corruption, deux éléments essentiels du développement économique.

Pour le Groupe des huit pays industriels (G8) et la Banque mondiale, la corruption représente une menace à la confiance du public, à la démocratie et à la stabilité.

UN APERÇU DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2004

La première élection primaire aura lieu le 19 janvier en Iowa.

Par Darlisa Crawford
Rédactrice du “Washington File”

La période électorale de l'élection présidentielle qui doit se tenir le 2 novembre 2004 va commencer par l'élection primaire de l'Iowa le 19 janvier, puis l'élection primaire du New Hampshire le 27 janvier. Ces élections primaires sont considérées comme le début officiel de la période électorale, et leurs résultats donneront le ton pour les

autres élections primaires qui auront lieu dans de nombreux Etats d'ici au début de juin. Le mardi 2 mars, qui est connu sous le nom de "super mardi", des élections primaires se tiendront dans dix Etats (la Californie, le Connecticut, la Géorgie, le Maryland, le Massachusetts, le Minnesota, le New York, l'Ohio, le Rhode Island et le Vermont). Selon de nombreux politologues, on saura peu de temps après le nom du candidat auquel le parti démocrate devrait accorder son investiture. Le président Bush, quant à lui, est certain d'être le candidat du parti républicain.

Cette année, neuf candidats démocrates - Carol Moseley Braun (ancienne sénatrice), Wesley Clark (ancien général et commandant des forces alliées de l'OTAN), Howard Dean (ancien gouverneur du Vermont), John Edwards (sénateur de la Caroline du Nord), Richard Gephardt (représentant du Missouri), John Kerry (sénateur du Massachusetts), Dennis Kucinich (représentant de l'Ohio), Joseph Lieberman (sénateur du Connecticut) et Alfred Sharpton (pasteur pentecôtiste de New York) - briguent l'investiture de leur parti pour l'élection présidentielle.

Lors de récentes élections, les candidats à la présidence ont commencé leur campagne électorale plus d'un an avant les élections primaires. Les médias, les sondages d'opinion et la collecte de fonds montrent dans quelle mesure un candidat est populaire bien avant tout vote. Il s'ensuit que les candidats doivent faire connaître leur programme et attirer de nouveaux partisans très tôt. Il faut aussi qu'ils maintiennent leur élan et qu'ils continuent d'obtenir des fonds tout au long du long cycle de l'élection présidentielle : les primaires, la convention de leur parti politique et la campagne qui y fait suite.

Une autre raison de commencer tôt est le fait que divers Etats ont décidé d'avancer la date de leurs élections primaires en 2004 dans l'espoir de jouer un rôle plus décisif dans le choix du candidat à la présidence. A la suite de cette décision, d'autres Etats (le Colorado, le Kansas, l'Utah et le Washington) ont décidé d'annuler leurs élections primaires, car ils estiment qu'une élection primaire tardive aura peu d'influence et qu'il vaut mieux économiser les millions de dollars nécessaires à l'organisation d'une telle élection.

Les résultats des primaires ont pour effet de réduire peu à peu le nombre des candidats et d'indiquer le nombre de délégués qui voteront en faveur d'un candidat donné. Les délégués se réunissent lors de la convention nationale de leur parti politique qui a lieu pendant l'été et au cours

de laquelle le parti choisit et investit son candidat à la présidence et son candidat à la vice-présidence et décide de son programme politique. La Convention nationale du parti démocrate aura lieu du 26 au 29 juillet à Boston (Massachusetts). La Convention nationale du parti républicain se tiendra du 30 août au 2 septembre à New York.

Le financement de la campagne électorale des divers candidats demeure une question qui fait l'objet d'une grande attention et de controverses. La loi McCain-Feingold, que la Cour suprême a jugée constitutionnelle, prévoit des restrictions en ce qui concerne la collecte et l'utilisation des fonds électoraux. Malgré ces restrictions, les candidats et les partis politiques vont consacrer des millions de dollars à la diffusion de messages publicitaires à la télévision et à la radio, à des contacts directs avec les électeurs ainsi qu'à la diffusion de messages publicitaires sur une question particulière sans que le candidat soit expressément mentionné. L'Etat fédéral fournit aussi des fonds aux candidats, mais le président Bush, M. John Kerry et M. Howard Dean, qui est actuellement le candidat démocrate le mieux placé, ont décidé de les refuser car ils estiment être en mesure d'obtenir plus de fonds par eux-mêmes. Cette décision leur permettra de dépenser chacun plus que la limite de 45 millions de dollars prévue par la loi pour les candidats qui reçoivent de l'Etat fédéral des fonds dont le montant maximum est de 18,8 millions de dollars par candidat.

Lors de l'élection générale qui aura lieu le 2 novembre, les électeurs de tout le pays voteront pour leur candidat à la présidence, mais ce ne sont pas leurs suffrages qui éliront le nouveau président. En fait, les électeurs éliront des grands électeurs qui feront partie du Collège électoral, comme il est prévu dans la Constitution des Etats-Unis. Dans tous les Etats, à l'exception du Maine et du Nebraska, les grands électeurs du parti politique qui obtient le plus de suffrages doivent voter en faveur du candidat victorieux.

Le 13 décembre 2004, les grands électeurs, dont le nombre est égal au nombre total de sénateurs et de représentants de chaque Etat, se réuniront et voteront pour élire le président et le vice-président. La majorité absolue dans les 50 Etats est nécessaire, soit un total de 270 suffrages sur 538.

Les bulletins de vote des grands électeurs seront ensuite dépouillés le 6 janvier 2005 par le président du Sénat en présence de tous les sénateurs et de tous les représentants.

C'est à ce moment-là que le vainqueur sera désigné officiellement.

Le nouveau président entrera en fonction à midi le 20 janvier 2005, mettant ainsi fin à une période électorale qui aura duré près de deux ans.

LA PROPOSITION DE RÉFORME DE L'IMMIGRATION AUX ETATS-UNIS

Document de la Maison-Blanche

Le 7 janvier, la Maison-Blanche a publié un résumé analytique sur la proposition du président Bush relative à la réforme de l'immigration.

Nous donnons ci-dessous le texte de ce résumé.

La Maison-Blanche Washington, D.C.

Résumé analytique : réforme de l'immigration aux fins de justice et de sécurité

La proposition présidentielle

Aujourd'hui, le président Bush a proposé la mise en place d'un programme d'octroi de permis de travail temporaires afin de permettre à des travailleurs étrangers d'obtenir des emplois auprès d'entreprises américaines lorsqu'il est impossible à ces dernières de trouver de la main-d'oeuvre américaine. Les nouveaux arrivants ainsi que les sans-papiers actuellement employés aux Etats-Unis pourraient bénéficier de ce programme. Ce dernier permettrait donc aux travailleurs sans papiers de sortir de l'ombre et de participer légalement à l'économie américaine, tout en décourageant l'immigration clandestine.

Le président Bush a également demandé au Congrès de coopérer avec lui afin de mettre en oeuvre une réforme considérable des lois relatives à l'immigration de façon à protéger le territoire des Etats-Unis en surveillant les frontières ; à soutenir l'économie américaine en permettant aux employeurs d'embaucher les travailleurs qui leur conviennent ; en faisant preuve de compassion pour les travailleurs dépourvus de protection ; en incitant les travailleurs temporaires à retourner dans leur pays et dans leur famille ; et en protégeant les droits des immigrants

légaux sans récompenser injustement ceux qui ont immigré de façon clandestine ou ont l'intention de le faire.

Genèse de la proposition présidentielle

Les Etats-Unis sont un pays accueillant, et le dur labeur et la force de leurs immigrants ont assuré la prospérité de la nation. De nombreux immigrants et leurs descendants se sont enrôlés dans l'armée afin d'aider à protéger la liberté de l'Amérique. Cependant, l'immigration illégale crée une sous-classe de travailleurs qui vivent dans la peur et l'exploitation. Les lois actuelles en matière d'immigration peuvent également empêcher certaines entreprises de trouver des travailleurs valables. Dans divers secteurs clés de l'économie, les visas disponibles à l'heure actuelle empêchent les employeurs de pourvoir des postes. Les travailleurs risquent leur vie dans des passages de frontière clandestins et dangereux et sont condamnés à vivre dans l'ombre. Sans nuire à la sécurité économique des Américains, la réforme de nos lois sur l'immigration créera un système plus juste, plus cohérent et plus compatissant.

Les principes de la réforme de l'immigration

La proposition du président repose sur plusieurs principes essentiels :

- La protection du territoire par la surveillance des frontières. Le programme doit permettre de coordonner la surveillance des frontières par le truchement d'accords avec les pays dont les ressortissants participent au programme. Il doit en outre appuyer les efforts en cours visant à renforcer la sécurité nationale.
- Soutien à l'économie américaine par l'ajustement de l'offre à la demande en matière d'emploi. Lorsqu'aucun travailleur américain n'est disponible, ou qu'aucun ne souhaite occuper un poste donné, le programme peut fournir une source de main-d'oeuvre aux employeurs américains. Cela doit se faire de façon claire, simple et efficace afin que les gens puissent obtenir un emploi et que les employeurs trouvent du personnel lorsqu'ils en ont besoin.
- Promotion de la compassion. Le programme doit permettre d'octroyer aux étrangers sans papiers dotés d'un emploi un statut temporaire de travailleur qui les libérera de l'exploitation. Les participants recevront un permis de travail temporaire qui leur permettra de circuler librement entre les Etats-Unis et leur pays d'origine sans crainte de se voir refuser l'entrée aux Etats-Unis.

- Incitation au retour au pays. Le programme exigera des travailleurs temporaires qu'ils retournent dans leur pays d'origine à la fin de leur période d'embauche. Ce programme octroiera un statut légal pour une période de trois ans qui sera renouvelable, mais devra prendre fin. Durant cette période, le titulaire sera libre de sortir des Etats-Unis afin de maintenir les liens avec son pays natal.

- Protection des droits des immigrants légaux. Ce programme n'aura rien à voir avec l'obtention d'une "carte verte" (visa de résident permanent) ou de la citoyenneté américaine. Cependant, il n'empêchera pas un participant de demander une carte verte conformément aux procédures en vigueur. Par contre, il ne doit pas donner l'avantage aux travailleurs clandestins sur ceux qui ont respecté les lois.

Visa temporaire de travail

Le président Bush n'est pas favorable à une amnistie, parce qu'il considère que ceux qui violent les lois des Etats-Unis ne devraient pas être récompensés et qu'une amnistie perpétuerait l'immigration illégale. Le président propose simplement que le gouvernement fédéral offre un statut temporaire aux sans-papiers actuellement employés aux Etats-Unis et aux ressortissants de pays étrangers qui ont une offre d'emploi aux Etats-Unis. Les travailleurs bénéficiant d'un statut temporaire devront verser un droit unique d'enregistrement au programme, respecter les lois et rentrer chez eux après leur période d'embauche. Il leur sera possible de la renouveler. A l'avenir, seuls les individus résidant à l'étranger pourront participer à ce programme, et un système ordonné sera mis en place afin de répondre aux besoins des travailleurs et des entreprises.

- Priorité aux Américains. Les employeurs doivent faire tous les efforts possibles pour embaucher un Américain avant d'offrir un emploi à un travailleur étranger.

- Respect des lois sur l'immigration. Les mesures de rétorsion à l'encontre des entreprises qui ne respectent pas la loi et embauchent des travailleurs clandestins seront renforcées.

- Incitations économiques au retour au pays. Les Etats-Unis coopéreront avec d'autres pays afin de permettre aux étrangers employés aux Etats-Unis de faire créditer leurs années de travail à leur plan national de retraite. Ils soutiendront en outre la création de comptes d'épargne exonérés d'impôts dont ces travailleurs pourront bénéficier à leur retour dans leur pays natal.

- Procédure équitable d'octroi de la citoyenneté. Certains travailleurs temporaires souhaiteront rester aux Etats-Unis et obtenir la citoyenneté américaine. Ils ne devraient pas obtenir d'avantages injustes par rapport à ceux qui ont respecté la loi, et ils devront passer derrière ceux qui se sont déjà engagés dans la procédure. Ceux qui choisiront la voie de la citoyenneté devront maîtriser les faits et idéaux qui ont façonné l'histoire des Etats-Unis.

- Augmentation annuelle raisonnable du nombre d'immigrants légaux. Une augmentation annuelle raisonnable du nombre d'immigrants légaux profitera à ceux qui empruntent les voies légales vers la citoyenneté.

Avantages pour l'Amérique du programme de travail temporaire

Une économie plus prospère - pour l'Amérique. Ce programme permettra aux travailleurs de trouver des emplois et aux employeurs de trouver du personnel, et cela rapidement et simplement.

Une sécurité renforcée - afin de mieux filtrer tous les passages aux frontières. Il est dans l'intérêt du pays, et de chaque collectivité, d'identifier les étrangers, qu'ils soient visiteurs ou immigrants, et de s'assurer de la nature de leurs intentions.

Un système plus compatissant - pour protéger tous les travailleurs grâce à des lois du travail, notamment le droit de changer d'emploi, d'obtenir juste salaire et de travailler dans un environnement sain.

Sécurité du territoire et surveillance des frontières

Du 11 septembre 2001 au 1er décembre 2003, le nombre d'agents de protection des frontières est passé de 9.788 à 10.835. Entre les postes-frontières du nord du pays, le nombre d'agents a triplé pour passer à 1.000. De plus, les patrouilles continuent d'installer des mécanismes de surveillance le long des frontières afin de détecter toute activité illégale.

L'opération "Tarmac" a été lancée par le gouvernement Bush afin d'enquêter sur les entreprises et les employés dans les zones d'accès réservé des aéroports nationaux et de s'assurer du respect des lois sur l'immigration. Depuis le 11 septembre 2001, le ministère de la sécurité intérieure a inspecté 3.640 entreprises, a examiné plus de 259.037 dossiers de personnel, a arrêté 1.030 travailleurs

clandestins, et a contribué à l'inculpation de 774 individus.

Le président a en outre annoncé la mise en oeuvre du Student and Exchange Visitor Information System (SEVIS, banque de données centralisant les informations relatives aux étudiants et aux universitaires étrangers) qui, grâce à Internet, renforce la capacité des Etats-Unis de suivre et de surveiller ces individus. Plus de 870.000 étudiants sont enregistrés dans ce système. Deux cent quatre-vingt-cinq enquêtes ont été réalisées sur le terrain. Elles ont abouti à l'arrestation de 71 étrangers.

Cette semaine est également entré en vigueur le dispositif US-VISIT, dans le cadre duquel sont recueillis des identificateurs biométriques sur les étrangers détenteurs d'un visa qui entrent et sortent des Etats-Unis. Combiné aux autres informations traditionnellement recueillies, ce dispositif permettra de renforcer le respect des lois relatives aux visas et à l'immigration.

LIBERIA : L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ENCOURAGE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La préparation d'une conférence internationale de pays donateurs

Par Jim Fisher-Thompson
Rédacteur du "Washington File"

Washington - De l'avis de hauts responsables du ministère américain de la défense et du département d'Etat, deux organes du gouvernement des Etats-Unis appuyant les 8.700 Casques bleus de la Mission des Nations unies au Liberia (MINUL), la sécurité s'est suffisamment améliorée dans ce pays pour que l'on puisse commencer à penser à une aide au développement portant sur le plus long terme.

Le gouvernement des Etats-Unis qui a consacré 8,2 millions de dollars à l'aide humanitaire au Liberia et dont l'aide militaire à la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et aux forces de l'ONU s'est élevée à 26 millions de dollars en 2003, se prépare à déboursier 245 millions de dollars supplémentaires pour l'aide au maintien de la paix dans ce pays d'Afrique occidentale et 200 millions de dollars supplémentaires pour une aide humanitaire, a expliqué le

colonel Victor Nelson, directeur pour l'Afrique occidentale au bureau du ministère de la défense chargé des questions ayant trait à la sécurité internationale.

Les fonds visant le maintien de la paix ont permis, l'été dernier, de mener à bien l'intervention conjointe de la CEDEAO et de l'ONU au Liberia, une opération qui, avec l'aide d'un nombre limité de forces américaines sur le terrain, a permis d'endiguer la violence dans ce pays.

M. Nelson, qui envisage de se rendre sous peu au Liberia afin d'y évaluer les besoins en matière de sécurité, a souligné l'importance de continuer à y financer le maintien de la paix étant donné que les effectifs de la MONUL doivent pratiquement doubler en février et atteindre 15.000 soldats.

Il a précisé que le gouvernement des Etats-Unis avait abordé la question de la meilleure façon d'utiliser les fonds américains avec le représentant spécial de l'ONU pour le Liberia, M. Jacques Klein, ajoutant qu'au sein du Congrès, les opinions divergent quant à la répartition des fonds, à savoir s'il est préférable de consacrer davantage de fonds à la réforme du secteur de la sécurité ou à des activités relevant de l'humanitaire. "Notre position, à l'heure actuelle, au sein du groupe de travail intergouvernemental sur le Liberia, est que si la sécurité fait défaut, tout argent qui serait consacré aux initiatives humanitaires serait un gaspillage si les combats reprenaient", a-t-il expliqué.

Selon le département d'Etat, les objectifs de l'aide des Etats-Unis, outre une assistance humanitaire, visent le développement, notamment par le biais de la réinstallation des réfugiés, de la réinsertion des anciens combattants, en particulier des enfants soldats, de la revitalisation des collectivités et la fourniture de services sociaux de base, de la remise en état des structures policières et judiciaires, de la mise sur pied de médias indépendants, de la réforme militaire, de la restauration du secteur forestier et d'un appui à la banque centrale.

La guerre civile qui avait commencé en 1989 au Liberia a pris fin l'année dernière. L'accord de paix conclu entre les parties belligérantes exigeait du président Charles Taylor qu'il démissionne et s'exile au Nigeria. Cette paix a été possible en partie grâce à l'intervention d'une force de soldats de l'Afrique de l'Ouest appuyés par la CEDEAO, des soldats dont certains avaient été entraînés par l'armée des Etats-Unis.

Le colonel Nelson, ancien attaché militaire des Etats-Unis au Nigeria, avait participé à la formation de plusieurs bataillons de soldats nigériens durant l'automne 2001, dans le cadre de l'Opération "Focus Relief" (OFR). Certains de ces soldats assumèrent par la suite des activités visant à faire respecter la paix dans la région et, a souligné M. Nelson, "La force nigérienne qui a été rapidement déployée à Monrovia pour mettre fin à la tuerie a reçu des éloges enthousiastes tant pour ses compétences que pour la façon dont elle s'est comportée." Il a ajouté que d'autres éléments ayant bénéficié d'une formation dans le cadre de l'OFR et un contingent ghanéen ayant reçu une formation dans le cadre du programme de formation ACOTA (Africa Contingency Operations Training Assistance) s'étaient aussi distingués.

(Le programme ACOTA a pris la relève du programme ACRI (Initiative de réaction aux crises en Afrique) qui avait joui d'un grand succès et avait permis à la fois de former les armées de sept pays d'Afrique pour qu'elles participent aux opérations de maintien de la paix et de renforcer leurs qualifications professionnelles en tant que forces de sécurité au service de démocraties.)

Pour sa part, le secrétaire d'Etat adjoint par intérim pour les affaires africaines, M. Charles Snyder, estime que le Liberia se porte bien aujourd'hui, "si l'on considère où il en était arrivé, que c'était un pays déstructuré. Aujourd'hui, on peut faire des projets d'avenir. L'ONU commence à obtenir des résultats positifs sur le terrain".

M. Snyder s'est récemment entretenu avec M. Jacques Klein, des entretiens qui, selon lui, lui ont redonné de l'espoir. "Il ne fait aucun doute que M. Klein est un véritable activiste et qu'il a un plan rationnel, et c'est ce que nous souhaitons. Le rétablissement de la primauté du droit est à son ordre du jour", a-t-il dit.

Pour lui, la prochaine conférence des pays donateurs sera très importante afin de rassembler les fonds qui seront nécessaires au processus de reconstruction. A cette fin le gouvernement des Etats-Unis continue à coopérer avec l'ONU et d'autres organisations internationales afin de fournir une aide humanitaire aux réfugiés et aux populations affectées par la guerre au Liberia.

Par ailleurs, l'aide financière des Etats-Unis appuie la mission de la police civile au Liberia, le programme de l'ONU pour la réinsertion de quelque 3.500 anciens combattants et le détachement de deux conseillers du ministère américain des finances auprès du gouvernement national de transition du Liberia.

D'autres pays appuient aussi la stabilité au Liberia, notamment les pays de l'Union européenne à hauteur de 42 millions de dollars, et les pays scandinaves, le Canada, le Japon, la Chine, entre autres, ont proposé de participer aux initiatives de reconstruction au Liberia.